



Face à l'offensive du capital, une seule solution: l'action

F. Fillon a présenté le nouveau plan d'austérité: 11 milliards sur le budget 2012. Toutes ces mesures, sont un nouveau recul du pouvoir d'achat, un recul des moyens pour se soigner, des coupes dans les dépenses publiques et sociales, le recul de l'emploi, de la croissance.

*Après les augmentations en juin des transports, de l'EDF, du gaz, des produits alimentaires, il faudra ajouter les boissons sucrées, les cigarettes.

*Les taxes sur les Mutuelles complémentaires de santé vont être répercutées par l'augmentation des cotisations. D'autres mesures vont être annoncées pour économiser 2,2 milliards d'euros de plus sur les dépenses de santé.

*Rappelons que **depuis 3 ans les salaires sont gelés** et l'OFCE (Office Français des Conjonctures économiques) annonce un nouveau gel pour 2011.

*En France il y a aujourd'hui selon les statistiques, 15 millions de français au bord ou dans la pauvreté.

*Les 200.000 euros annoncés de prélèvement (provisoire) sur les 10.000 les plus riches est de la poudre aux yeux mais aussi une insulte à tous les exploités dont on va raboter encore un peu plus les maigres revenus. Les 352 ménages les plus riches de France ont gagné (chiffres officiellement connus donc en dessous de la vérité) plus de 4 milliards 300 millions d'euros en 2010.

*Les suppressions d'emplois dans la fonction publique vont se poursuivre (130.000 ont déjà été supprimés).

Le chômage: 4.700.000 de chômeurs en Juillet. Ce chiffre est en hausse en Août et les prévisions de croissance annoncées vont encore l'aggraver dans les prochains mois

*Les analystes économiques de plusieurs instituts annoncent un nouveau recul de la production industrielle.

Le capital en veut toujours plus

Le pouvoir doit aller toujours plus loin dans l'austérité pour le peuple, dans la casse des acquis sociaux, le pillage des richesses du pays, pour répondre aux exigences du capital français. C'est une nécessité pour lui pour faire repartir son taux de profit, pour tenir sa place dans la concurrence mondiale capitaliste. C'est ce qu'ils appellent "rassurer les marchés". Ce qui se passe en France se fait dans tous les pays européens et dans le monde.

Mathieu PLANE de l'OFCE explique: "on assiste à une synchronisation quasi totale des plan d'austérité en Europe et dans le monde. **La France n'a pas le choix, elle doit suivre ses voisins**".

Des plans sont déjà prêts pour aller plus **loin**. A. Minc économiste dans les sphères du pouvoir, préconise des mesures pour restreindre les dépenses de santé et une augmentation de la TVA dans tous les pays européens.

En France il y a les moyens financiers.

Il y a les moyens de réduire le déficit, d'augmenter les salaires, les retraites, d'assurer les dépenses de santé, de relancer l'investissement, l'industrie, la recherche, de créer des emplois

Faut-il rappeler:

- que les exonérations de cotisations sociales patronales, de la taxe professionnelle, les cadeaux fiscaux, c'est 140 milliards d'euros par an.
- les exonérations de cotisations des grandes et sociétés financières sur les milliards qui servent à la spéculation, c'est 146 milliards annuels.
- Les richesses produites en France par les salariés en une année, c'est plus de 950 milliards d'euros. Plus de 25% sont accaparés par les actionnaires
- Les profits des seules entreprises du CAC 40 ont été de 83 milliards d'euros en 2010, le double de 2009. Au 1er semestre 2011, ils annoncent des profits encore en hausse, plus de 40 milliards et ils ont dans leurs caisses une trésorerie de 170 milliards.

Il faut reprendre les milliards accaparés par le capital

Il faut faire payer la part patronale des cotisations sociales, il faut frapper les profits capitalistes. Il faut s'attaquer au pouvoir des multinationales des puissances financières qui gouvernent notre pays.

Comment?

Par la lutte. La lutte de plus en plus large, de plus en plus forte et déterminée du peuple. Seule l'action anticapitaliste peut changer les choses.

Ne nous laissons pas détourner par les fausses solutions.

Les socialistes et leurs alliés vilipendent le plan du pouvoir mais ils s'affirment les champions de la rigueur. Elle sera juste disent-ils. Ils ne veulent surtout pas s'attaquer au système capitaliste, c'est lui seul qui tiendra les rênes comme aujourd'hui s'ils reviennent au pouvoir. Les soutenir c'est être assurés que la politique actuelle continuera de s'aggraver pour le peuple et pour notre pays.

La seule solution d'avenir est d'en finir avec le capitalisme.

Dès aujourd'hui, sans attendre, pour mettre un coup d'arrêt au plan du pouvoir, agissons tous ensemble.

On peut s'étonner que les centrales syndicales réunies le 24 août aient reporté leur réunion et d'éventuelles décisions au 1er septembre sous le prétexte que F. Fillon les reçoit 1 à 1 ces jour-ci. Qu'attendent-ils? On connaît les plans. Il n'y a rien à attendre de discussions dans les salons ministériels sauf à discuter en partenaire jusqu'où iront les reculs pour les salariés.

On a entendu **F. Chérèque de la CFDT** toujours en pointe, dire sur A2 qu'il est urgent d'attendre. **J.C. Mailly secrétaire de FO** a déclaré parlant du plan "qu'il s'attendait à pire". Propos surprenant dans la bouche d'un dirigeant syndical.

Cette attitude des centrales fait qualifier les dirigeants syndicaux par J.P. Pécresse éditorialiste aux "Echos" "de partenaires sociaux privés de rentrée sociale, résignés à accompagner une rentrée résolument budgétaire".

Il est très urgent d'agir, les salariés attendent un mot d'ordre au niveau de l'offensive du capital.

La CGT faisait hier à Montreuil la réunion de rentrée de ses organisations. D'emblée, unanimement s'est dégagé des interventions des participants, la nécessité de développer l'action, d'organiser rapidement une journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations. L'appel à une telle journée a été retenu pour la première quinzaine d'octobre. C'est ce que la CGT va proposer à la réunion du 1er septembre. Elle affirme que si toutes les centrales n'y sont pas favorables, elle l'organisera avec toutes celles qui le seront.

Il faut en bas dans les entreprises, sans attendre faire monter l'exigence de l'action au niveau exigé par la situation. Il faut bousculer ceux qui ne veulent pas d'action ou la retiennent.

"Communistes" appelle partout à développer la lutte anticapitaliste

Les salariés peuvent compter sur notre parti.